

PCF

Parti Communiste Français

L'Humain d'abord



Lettre d'information de militant-e-s de Haute-Savoie du PCF
Semaines du 9 au 22 septembre 2013 – n°132

Une pleine capacité d'initiative

Chaque adhérent-e ou groupe d'adhérent-e-s, chaque instance locale, départementale et nationale du Parti peut prendre toutes les initiatives utiles à la mise en œuvre du projet des communistes. (extrait des statuts du Parti Communiste Français)

Le PCF sur tous les fronts de la rentrée

Les militants communistes réunis aux Karellis, en Savoie, pour leur université d'été, se sont préparés à mobiliser en vue des dossiers chauds de la rentrée, mais aussi des échéances électorales. Les retraites et la Syrie ont occupé les débats avant le rendez-vous de la Fête de l'Humanité.

« **Il y a urgence.** » Urgence d'abord à imposer une politique alternative à l'austérité. À commencer par la réforme des retraites dont les contours ont été définis par le premier ministre. « Nous ne considérons pas que ces annonces signent la fin du débat, il y a, au contraire, urgence à nous engager encore plus », a estimé Jean-Luc Gibelin, responsable de la protection sociale au PCF. Les communistes goûtent assez peu les arbitrages de Jean-Marc Ayrault et les déclarations, à l'université d'été du Medef, de Pierre Moscovici, renforcent leur détermination. « C'est une réforme injuste dans ses conséquences et dans son financement », a résumé Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, en marge de l'université. « Il nous faut être offensif, assure une militante en séance, à l'inverse des politiques d'austérité, nous avons les réponses pour trouver les recettes nécessaires. »

Les communistes sont à pied d'œuvre pour une réforme alternative. De premiers succès sont enregistrés. « Nous avons réussi à rassembler largement en vue de la mobilisation du 10 septembre, y compris des organisations qui soutiennent le gouvernement, explique Nordine Idir, le secrétaire général du Mouvement Jeunes Communistes. Une réelle "priorité jeunesse" ne sera possible que s'il y a une réelle offensive sur l'emploi. » Ce dernier thème reste la première préoccupation des Français, selon Frédéric Dabi, de l'Ifop, invité aux Karellis. Et, à en croire les communistes, ces enjeux vont de pair, tant l'urgence est aussi sociale.

52 % des Français se disent «révoltés» « Dans le Valenciennois, le taux de chômage est passé de 11% à 17% », dénonce le PCF du Nord qui a lancé un appel pour « un plan d'urgence », déjà rejoint par plus de 3000 signataires. Pour autant, la mobilisation en cette rentrée ne va pas de soi. Selon l'Ifop, si 52% des Français se disent aujourd'hui « révoltés », c'est dix points de moins qu'à la veille de la mobilisation contre la réforme des retraites de 2010. « Il existe un abattement lié à la répétition constante qu'il n'y a pas d'autres solutions que de réduire les dépenses », témoigne Amandine Lécole, militante du PCF en Savoie.

Défendre la voie de la paix en Syrie L'urgence est aussi à défendre la voie de la paix alors que Barack Obama et François Hollande préparent les esprits à la guerre. « La population syrienne est prise en tenaille entre un régime sanguinaire et une partie de l'opposition qui l'est aussi », a martelé Lydia Samarbakhsh, responsable du secteur international du PCF, jugeant indispensable d'obtenir une résolution politique du conflit. Pierre Laurent a, pour sa part, « solennellement demandé » à François Hollande, lors de son discours de clôture, de ne pas engager la France sans vote du Parlement.

Ce sont ces choix que les communistes espèrent traduire lors des prochaines échéances électorales. « Qu'est-ce qu'on change concrètement pour les gens? » Telle est la question posée par les municipales, selon Baptiste Giron, un jeune militant de Clermont-Ferrand. Pierre Laurent a déjà exprimé sa confiance envers les communistes pour « prendre les décisions les plus appropriées » afin d'y répondre. Cependant, les nuances au sein du Front de gauche quant à la réalisation de cet objectif de rassemblement se sont encore exprimées ce week-end. Si Christian Picquet (Gauche unitaire) a réaffirmé que le « défi est de montrer que (le Front de gauche) porte la seule offre de rassemblement susceptible d'éviter la débâcle à la gauche comme au pays », Éric Coquerel (Parti de gauche) estime que s'il ne porte pas une stratégie de listes autonomes aux élections, il sera « assimilé au PS et emporté avec lui ». Pour nombre de communistes, ce sont avant tout le fond des projets et la façon dont ils sont construits qui doivent primer. « Notre démarche doit aussi permettre aux gens de ne pas rester au bord de la route », juge Nathalie Vasseur, secrétaire de section en Seine-Saint-Denis. Chez elle, des « ateliers du projet » sont en place et rassemblent au-delà du Front de gauche.

SOMMAIRE

P1 Édito – Sommaire

P2-3 Agenda

P3 Retraites : Les 43 ans, un compromis sur le dos de la jeunesse ! – PETITION - Non à une intervention militaire de la France en Syrie

P4 Mali – Charte de la laïcité à l'école : « La laïcité appelle à une plus grande ambition » – Marseille veut vivre !

P5 Continental Clairoux : « la criminalité financière enfin condamnée » - A Stains, les élus PCF s'opposent à la folle mécanique des expulsions

P6 Ni dans 10 ni dans 15 ans, ça doit bouger maintenant ! - Action au MEDEF : Le gouvernement fait le sourd, les JC ont des mégaphones ! - Catherine Peyge maire (PCF) de Bobigny « Dignité, légalité, humanité pour les Roms »

P7 La voix, majoritaire, de la paix doit être entendue ! - Huma dimanche du 5/9 - LETTRE OUVERTE DES DEPUTES FRONT DE GAUCHE AUX CONGRESSISTES ETASUNIENS

P8 Le Parti Communiste Syrien appelle à renforcer la résistance nationale contre l'offensive impérialiste



Retraites/Medef : Les larmes de crocodiles du Medef n'ont que trop coulé - Aidons l'Huma !

Agenda

Réunions de soutien aux Roms les lundis 17H30 Réunions des Indignés

Le mardi 19h30 pique-nique ensemble sur le quai de Chavoire pour montrer notre détermination à utiliser ce quai illégalement privatisé par quelques-uns

le samedi de 14H30 à 17H30 table des Amis de la Terre pour faire signer les pétitions contre le centre des Congrès d'Accoyer

Lundi 9/9 18H30 réunion collectif Palestine

Mardi 10/9 Journée d'action pour la défense des retraités : grève.

Manifestation à 14h à la Préfecture d'Annecy

Mercredi 11/9 20h30 Alterlocal Projection de "Regarde, elle a les yeux grands ouverts"

18 H CHAMBERY Place Salvador Allende (croisement av. J. Jaurès/ rue des écoles) rassemblement « Chili : mémoires et résistances »

Judi 12/9 19h Alterlocal Apéro de l'AMAP le Petit Chaperon Vert

Vendredi 13/9 20h30 Alterlocal Concert de Jungle Julia en soutien à un projet solidarité au Nicaragua (les colporteurs de rêve)

13.14.15 sept 2013

Fête de l'Humanité

Parc départemental Georges-Valbon - La Courneuve

-M- * Archive

Jamel Debbouze * Asaf Avidan
Hommage à Victor Jara (Zebda et invités)
Tryo * Féfé * Jamel Comedy Club
Empire Dust * Sanseverino
Staff Benda Bilili * HK et les Saltimbanks
Demi-Mondaine * Rocé * La Jarry
Erik Marchand * Orchestre national de France
Orchestre symphonique Divertimento

L'Humanité **L'HUMANITÉ DIMANCHE** **L'Humanité.fr**
SERVICES DE CHARGÉS LE MONDE

VOUS ÉCOUTEZ **radio france**

Vignette en pré-vente à 21 € auprès des militants (sinon dans les points de vente commerciaux à 30€ ou sur place à 32€)

Les communistes de Savoie organisent un car.

Départ le vendredi 13 septembre 5h à Albertville place du Pénitencier, 6h à Chambéry gare routière

Retour dimanche 15 : départ de la fête à 19h, arrivée à Chambéry pour 6h lundi 16 matin. Inscription auprès de la Fédération du PCF de Savoie au 04.79.62.04.13

Samedi 14 cinéma Le Forum, à 17h, film "Le juge et le Général", projeté en partenariat avec l'association franco-chilienne Tierra del Fuego, pour commémorer les 40 ans du coup d'état au Chili du 11 septembre 1973.

Entrée : 3,5€ car dans le cadre du ciné-club des Hauts de Chambéry .


Mardi 17 20 h Le comité d'entreprise des cheminots et l'Union Locale CGT organise une projection public du dernier film de Gilles Perret "Les jours heureux", sur le programme du CNR et ce qu'il faut encore construire ou reconstruire de nos jours, à l'auditorium d'Annemasse .

Elle sera suivi d'un débat en présence du réalisateur.

Judi 19 réunion du Mouvement de la Paix 74

COLLECTIF SAVOYARD

« Chili : Mémoires et Résistances »



Le 11 septembre 1973, le coup d'état perpétré par les troupes de Pinochet, avec la puissante et coupable complicité états-unienne de la C.I.A., contre le gouvernement démocratiquement élu du Président Allende, marquait le début d'une dictature qui coûta des milliers de morts, d'emprisonnés, de torturés au peuple chilien.

Pour le 40^{ème} anniversaire de ce dramatique événement de portée mondiale, nous nous retrouverons pour un rassemblement

MERCREDI 11 SEPTEMBRE à 18 H.
Place Salvador Allende (croisement av. J. Jaurès/ rue des écoles) CHAMBERY

Au cours duquel auront lieu :

- les interventions de représentants de la communauté chilienne, de la Ville et du Collectif,
- la pose d'une plaque à la mémoire de S. Allende et des victimes du coup d'état,
- une partie musicale chilienne,
- la diffusion du dernier discours de Salvador Allende au peuple chilien.
- un pot de l'amitié aux participants.

Refusez l'oppression des peuples sous toutes ses formes !
VENEZ NOMBREUX
pour un monde de justice, de solidarité et de paix !

Le Collectif organise par ailleurs « 6 heures pour le Chili » le samedi 5 octobre (16h.-22h.) à la salle Cœur de Mérande, manifestation qui sera présentée ultérieurement.

Collectif : ANACR ; ARAC ; ATTAC ; CGT(UJ) ; EELV ; Femmes solidaires ; Ligue des Droits de l'Homme ; Mouvement de la Paix ; Membres de la Communauté chilienne ; MJCF ; MUS ; PCF ; PS ; Retraités FSU ; SNES(FSU) ; SNUipp(FSU) ; Solidarité enfants Palestiniens ; USR-CGT.

WEST WIND PRODUCTIONS

Au cours d'une enquête de six ans sur l'ancien dictateur Augusto Pinochet, un juge chilien dévoile des secrets longtemps enfouis et se confronte à son propre rôle dans ces temps obscurs.

LE JUGE & LE GÉNÉRAL

Prix Alfred I. duPont-Columbia University pour Excellence du Journalisme de Télévision, 2010.

EMMY. Nominé au Meilleur Documentaire Historique, 2009.

Nominé au Prix de la Guilde des Directeurs d'Amérique pour "Direction Remarquable d'un Documentaire", 2008.

Prix Atlantidocs (Meilleur film), Festival International du Documentaire (Atlantidocs) Uruguay, 2009.

Prix de la Critique, Festival International du Documentaire (Atlantidocs) Uruguay, 2009.

Prix Papillon d'Argent, Festival des Films qui comptent, La Haye, Pays-Bas, 2009.

Prix Pukiañawi, Meilleur Long Métrage Festival des Droits de l'Homme, Sucre, Bolivie, 2009.

Prix du Public, Festival International Autre Ciné, Valparaíso, Chili, 2009.



Le 20 /09 : DIFFUSION DU FILM
« LES JOURS HEUREUX »
 de Gilles PERRET à 20h30
 Cinéma « Le Rabelais »
 21 Route de Frangy
 74960 MEYTHET



Journée du 21 septembre
Forum ouvert à tous !
(entrée non payante)



Le 21 /09 : FORUM DE
L'ÉCONOMIE SOCIALE
A Partir de 11h00

Avec la participation de la compagnie

TheART&CO

11h00 : Rencontre avec les mutualistes

14h00 : l'avenir des mutuelles

16h30 : Les coopératives, une autre façon de produire

Exposition :

La mutualité de Résistance

Salle René Honoré

5 rue Georges Brassens

74960 CRAN-GEVRIER



Participation de 5 € pour la SEANCE CINEMA
 le 20/09 à 20h30 (gratuit pour les chômeurs et étudiants)

Participation de 10 € pour le REPAS de la JOURNEE DU 21/09

Pour les personnes qui souhaitent un repas :
 RESERVATION OBLIGATOIRE AVANT LE 15 SEPTEMBRE

Contact - Informations :

Tél. : 04 50 22 37 09 - delphine.davenet@umfmb.fr

Retraites : Les 43 ans, un compromis sur le dos de la jeunesse !

En entérinant l'allongement de la durée de cotisation prévue par la réforme Fillon-Sarkozy et en prolongeant cette augmentation à 43 ans d'ici 2035, Jean-Marc Ayrault tourne le dos à l'attente des Français qui ont élu la gauche et s'étaient mobilisés en 2010 contre la réforme de la droite.

Cette mesure va continuer à pénaliser durement les jeunes quand ils atteindront l'âge de la retraite. Elle entraînera une baisse régulière du niveau des pensions. De plus, l'augmentation des cotisations annoncée par le Premier ministre pèsera autant sur les salaires déjà trop bas, que sur les profits.

Contrairement à ce qu'a affirmé le Premier Ministre, il y a d'autres solutions pour financer l'équilibre des régimes, notamment la mise à contribution des revenus financiers et la modulation des cotisations des entreprises en fonction de leur politique d'emploi et de salaires. Une nouvelle fois, Jean-Marc Ayrault écarte cette piste sans même l'évoquer. Nous continuerons à la porter.

Certes, les annonces du Premier Ministre portent la marque des protestations et des mobilisations sociales en préparation. Le gouvernement renonce pour le moment à une augmentation de la CSG. Nous veillerons à ce que cette annonce ne cache pas de nouvelles contreparties accordées au patronat.

Le gouvernement a toutefois pris en compte plusieurs exigences syndicales exprimées de longue date pour réduire des injustices. Pour la pénibilité, les retraites des femmes, des apprentis et jeunes en formation, des salariés aux carrières heurtées et des salariés agricoles, des mesures positives corrigent en partie les inégalités existantes. C'est la preuve que la pression sociale engagée et les mobilisations prévues sont utiles, même si ces mesures ne compensent pas les effets de l'allongement de la durée de cotisation.

Le Parti Communiste Français appelle à poursuivre la mobilisation jusqu'au débat législatif dans lequel les Parlementaires communistes et du Front de gauche porteront des propositions alternatives.

PETITION - Non à une intervention militaire de la France en Syrie

L'utilisation d'armes chimiques, dont ont témoigné de nombreux médecins dans un quartier de Damas le 21 août 2013, a fait franchir à la Syrie un nouveau palier dans l'horreur. Depuis deux ans, la confrontation provoquée par le régime de Bachar Al Assad, qui a refusé d'entendre les revendications populaires de démocratie, affiche un bilan effroyable : 100 000 morts, plusieurs millions de réfugiés, dont un million d'enfants, un pays dévasté, des villes détruites, une population prise en otage par les affrontements internes soutenus par les différents États de la région.

Une intervention militaire des états-Unis et de leurs alliés, dont la France, ferait courir le risque d'une nouvelle escalade de la violence, d'un embrasement régional favorisant un recours sans limites aux armes de destruction massive, notamment chimiques. Ajouter la guerre à la guerre serait la pire des solutions. Nous exigeons que la France ne participe pas à une intervention militaire en Syrie.

Le conflit en Syrie est devenu une crise géopolitique internationale. Une pression diplomatique vigoureuse doit s'exercer pour obtenir l'arrêt des hostilités et la mise en œuvre d'une transition démocratique garantissant l'intégrité du pays. Un sommet réunissant sous la responsabilité de l'ONU les parties en conflit et les principales puissances impliquées pourrait tracer les contours d'un règlement politique. Il n'y a pas d'autre voie.

>> Signer la pétition sur le site de l'Humanité :

<http://www.humanite.fr/non-a-une-intervention-militaire-de-la-france-en-syrie>

Forum d'économie sociale et solidaire

MUTUELLES ET COOPERATIVES :
 DE LA RESISTANCE AUX ALTERNATIVES

REJOIGNEZ NOUS

LES 20 ET 21 SEPTEMBRE 2013

- Cinéma « Le Rabelais » de Meythet le 20/09
 - Salle René Honoré de Cran-Gevrier le 21/09
- (Plan et programme au dos)

Pourrions-nous vivre dans un monde de mutuelles et de coopératives ?

Des femmes, des hommes ont proposé une nouvelle façon de répondre à leurs besoins, face à l'inégalité, à l'exclusion, depuis des siècles. Ils ont alors recherché un modèle inspiré par un équilibre entre des valeurs d'égalité, de liberté, de démocratie, de solidarité et de prise en charge. Force est de constater que nous avons aujourd'hui des défis similaires à relever comme les premiers coopérateurs et mutualistes. Ces rencontres avec des représentants du monde mutualiste et des S.C.O.P. nous permettront de nous questionner sur les défis à venir, les pratiques renouvelées des mouvements mutualistes et coopératifs.



Charte de la laïcité à l'école : « La laïcité appelle à une plus grande ambition » (Pierre Dharréville - PCF)

La Charte de la laïcité présentée aujourd'hui par le ministre de l'Éducation nationale a le mérite de rompre avec l'escalade permanente de ces dernières années. On pourra discuter la légitimité de ce texte mais il semble viser un objectif d'apaisement que nous partageons.

Dans ses rappels au droit notamment, il reste marqué par les décisions de la période précédente, qui résultaient d'une suspicion exacerbée à l'égard des convictions religieuses et notamment musulmanes, qui ont été violemment stigmatisées sous l'impulsion de Nicolas Sarkozy.

Prise comme une contribution, elle peut aider à construire une démarche beaucoup plus partagée autour du principe de laïcité, mais n'aura des effets qu'à condition d'ouvrir la réflexion et la construction du vivre ensemble au sein des établissements. Pour que l'école transmette une culture commune à toute une génération, permettant aux adultes de demain de vivre ensemble dans le partage des différences, il est urgent de lui donner les moyens de faire réussir tous les enfants.

Espérons que cette charte ne sera pas un geste creux, mais un premier pas dans la construction d'une école qui respecte tous les enfants et ne laisse personne sur le bord du chemin. Espérons que ce geste ne sera pas immédiatement annihilé par la concrétisation de tentations exprimées autour de l'interdiction des signes religieux dans les entreprises privées ou à l'Université.

La laïcité n'est pas un problème, mais une solution, un principe émancipateur qui gagne à être connu et surtout mis en œuvre. Il appelle une plus grande ambition : un nouvel essor de l'égalité et de la démocratie. Et un nouvel essor du service public d'éducation nationale, qui pour l'heure, n'est pas encore au rendez-vous.

Pierre Dharréville*, Responsable de la commission « Démocratie » au PCF,

Paris, le 9 septembre 2013.

*Pierre Dharréville est l'auteur de l'ouvrage « La laïcité n'est pas ce que vous croyez » aux éditions de l'Atelier (préface de Jean Baubérot)

A voir sur l'internet

L'intervention générale d'André Chassaing mercredi sur la situation en Syrie <http://dai.ly/x147aim>

Le blog des communistes de la ville d'Annecy :

<http://blog.annecyensemble.org>

Vidéo : "Ambroise Croizat", conférence de Michel Etiévent.

<http://tumblr.co/ZYDRUwkodK66>

<http://www.humanite.fr/social-eco/notre-dame-de-briancon-les-croizat-des-marmites-du-546789>

Marseille veut vivre !

Les armes ont de nouveau parlé hier dans notre département.

Les habitants et les habitants de Marseille et des Bouches-du-Rhône en ont assez de ces règlements de compte et de cette violence qui s'est installée dans la ville. Ils en ont assez, aussi, d'être stigmatisés et infantilisés, tenus pour responsables de cette situation. Marseille et sa population n'ont pas besoin de punition.

Réduire les événements dramatiques qui se répètent à une sorte de folklore marseillais, d'exception culturelle provençale serait une grave erreur, car cette même violence à divers degrés est une réalité que connaissent de nombreuses villes en dehors de notre territoire. Elle est le signe d'un dérèglement profond du vivre ensemble par la pseudo-religion de l'argent tout-puissant. Elle est le signe d'une crise globale qui s'approfondit. Cela appelle une profonde remise en cause des politiques d'austérité.

Nous ne serons pas d'un pacte du silence. Mais les communistes sont toujours disponibles pour trouver des solutions, les élus communistes n'ont pas attendu les appels actuels pour se mobiliser et ils demandent depuis de nombreuses années à l'État d'assumer ses responsabilités à l'égard de la deuxième ville de France et de sa population. Aussi, Isabelle Pasquet, sénatrice communiste, sera présente à la réunion organisée demain en Préfecture.

- Pour faire reculer cette violence, on ne saurait opérer par quelques coups d'éclats visant à marquer l'opinion, ni se satisfaire d'aller toujours plus loin dans un discours sécuritaire stérile. Il faut agir avec détermination dans la durée, afin de faire reculer les trafics et la loi de l'argent. Cela suppose de renforcer immédiatement les services de police affectés au démantèlement des réseaux et filières d'une part, et d'autre part, de donner des moyens décuplés aux services des douanes qui ont été dépouillés de leurs moyens d'action ces dernières années. Le contrôle des marchandises en circulation sur le port de Marseille et au-delà doit être une priorité.

Mais pour résoudre réellement ce problème, il faut proposer une réponse d'ensemble et s'attaquer à ses causes, comme l'ont dit le 1er juin des habitantes et habitants des quartiers populaires de Marseille. Et notamment :

- Développer notre territoire

L'essor d'une économie souterraine est aussi le résultat du faible développement de l'économie légale. Pour développer l'économie, il faut en finir avec les diktats des marchés financiers et le prélèvement colossal de richesses qu'ils opèrent et qui parfois s'évadent. Le manque d'ambition pour le port de Marseille, le refus de combattre la casse de l'emploi industriel

- Ouvrir un avenir à la jeunesse

Sans emploi, sans logement décent, sans moyens, sans vie sociale épanouie, sans réel accès à la culture, sans école de la réussite pour tous... Pour une grande partie de la jeunesse populaire de notre territoire, la seule perspective existante, c'est la précarité et le chômage galopants.

- Reconquérir l'égalité

Les inégalités qui frappent notre territoire s'accroissent et la misère la plus insupportable côtoie l'accumulation de richesses la plus insolente. L'affaiblissement organisé des services publics et plus généralement les atteintes portées aux droits sociaux doivent cesser : il faut inverser la tendance. L'éducation nationale doit être au cœur du dispositif républicain. La recherche de qualité des services publics doit remplacer le culte de la réduction des dépenses publiques.

- Faire vivre la démocratie

Pour sortir de cette situation, il faut une dynamique populaire. Non pas une dynamique de type milicien, mais une dynamique citoyenne. Cela suppose un essor démocratique qui s'oppose avec les visées de métropolisation qui enclenchent un mouvement inverse qui dépossède plus encore les citoyennes et les citoyens de leur pouvoir d'intervention. Cela suppose aussi d'en finir avec le clientélisme politique qui pourrit la démocratie par une relation marchande. Cela suppose le développement des pratiques culturelles et sportives pour toutes et pour tous.

- Faire reculer la haine, la xénophobie et les comportements violents

Les idées d'extrême droite sont un poison violent qui doit être combattu avec vigueur, par un renouveau des valeurs de la République mises en actes. Il ne peut y avoir de solution que partagée et ouverte à tous. Cela suppose également le développement d'une culture de paix commune.

Pierre Dharréville, secrétaire départemental du PCF 13, membre du Comité exécutif national du PCF

Pétition en ligne

«Pour le nouveau siège de la CPAM d'Annecy, un nom s'impose : celui d'Ambroise Croizat !» <http://www.petitionpublique.fr/?pi=Croizat>

Continental Clairoix: « la criminalité financière enfin condamnée » (Pierre Laurent)

Je tiens à saluer la belle victoire des salariés de Conti contre la firme allemande multimilliardaire de pneumatiques.

Depuis 2009 et l'annonce de la fermeture de leur usine les ouvriers de Clairoix se sont battus comme des lions contre la puissance financière de Continental qui, prétextant la crise, rayait de la carte une usine rentable et 700 emplois.

Leur lutte tenace a permis, ce matin avec le jugement important du tribunal de prud'hommes de Compiègne, de condamner la criminalité financière des actionnaires qui invoquaient des licenciements économiques quand la valeur de leurs actions doublait en 2012 et que le chiffre d'affaire progressait de 17%. Ce délit financier, les ouvriers de Clairoix, même si la justice leur donne raison aujourd'hui, l'ont payé durement, depuis 4 ans.

De nombreux drames humains, liés à la fermeture de l'entreprise et des licenciements, ont marqué la vie des Conti et détruit pour certains leur santé et leur famille.

Le vote d'une loi « interdisant les licenciements boursiers » est plus qu'urgent pour défendre notre industrie, ses emplois et prévenir de tels drames sociaux.

C'est le sens du combat des parlementaires communistes et du Front de gauche pour le vote d'une loi garantissant des droits nouveaux aux salariés dans les entreprises et les groupes face aux actionnaires.

Ce jugement favorable à la lutte des Conti a une portée nationale et européenne. Il va donner encore plus de force aux luttes pour l'emploi, Arkéma, Sanofi, Arcelor, Fralib, Doux dans la perspective de la journée d'action du 10 septembre.

A Stains, les élus PCF s'opposent à la folle mécanique des expulsions

Marie-George Buffet, députée de Seine-Saint-Denis et Michel Beaumale, maire PCF de Stains, ont déjoué ce matin une expulsion locative d'une famille de trois enfants. Une victoire de courte durée, car le préfet du 93 ne semble pas vouloir ralentir le rythme des expulsions.

Catherine, 11 ans, pourra-t-elle faire sa rentrée, mardi, à l'école Joliot-Curie de Stains ? Une huissière de justice et quatre policiers ont bien failli l'en empêcher, ce vendredi matin. Aux alentours de 7 h 30, ils sont venus expulser sa famille du HLM qu'elle occupe au cœur de la cité jardin pour impayés de loyer. Mettant son frère et sa sœur, 18 et 21 ans, ainsi que leurs parents à la rue. Jetés dehors, avec pour seul horizon, la promesse de quelques nuitées dans un hôtel indéterminé, à des kilomètres de là.

C'était sans compter sur une autre brigade républicaine, qui occupait le trottoir dès 6 heures du matin. Des élus communistes, cintrés de leur écharpe tricolore, se sont interposés avec une vingtaine d'habitants. En première ligne figurait Marie-George Buffet, députée, entourée de Michel Beaumale, maire PCF de Stains, et de l'adjointe au maire en charge de la solidarité, Karina Kellner. Laquelle juge cette procédure incompréhensible. « Un accompagnement social de la mairie a été mis en œuvre depuis plus d'un an pour cette famille, qui a repris le paiement de ses loyers et un remboursement de sa dette locative. »

L'origine des impayés remonte à 2005, raconte Françoise, la mère de famille. « A cette époque, mon mari a dû arrêter de travailler pour des problèmes de santé. Mais nous avons fait des efforts. Mis à part deux mois d'impayés, l'an dernier, j'ai versé l'ensemble des loyers depuis 2011. Le peu que nous avons passé dans les remboursements. Nous nous serrons la ceinture tous les jours. On mange des pâtes, on s'interdit de faire quoique ce soit. C'est difficile d'expliquer à ma fille qu'elle ne peut aller avec ses copines manger un grec ou faire des activités. »

Cela coûte plus cher à l'État d'expulser que d'accompagner. Même si le niveau de la dette semble important, d'un montant de 9332 euros, une expulsion ne risque pas d'améliorer les choses. « Ce serait même complètement idiot », insiste Marie-George Buffet. En plus d'aggraver la situation sociale, ce serait une erreur économique. « Dès qu'il y a des enfants, le service de l'aide sociale à l'enfance doit payer des chambres d'hôtel, au prix de 1000 euros par mois et par personne. « Cela coûte plus cher à l'État d'exécuter ces expulsions que de maintenir la famille dans les lieux avec un accompagnement social », résume l'ancienne ministre communiste.

En envoyant des enfants vivre dans des Formule 1, on remet aussi en cause le droit des enfants à l'éducation, garanti par l'article 28 de la Convention internationale des droits de l'enfant. « Une famille récemment expulsée a dû faire la navette entre Romainville, à l'autre bout du département, et Stains, pour emmener ses enfants chaque matin à l'école », atteste Karina Kellner.

L'huissière, elle, n'était là que pour faire respecter le droit des propriétaires. « Je ne fais que mon travail », expliqua d'abord poliment cette « simple exécutante ». Bloquée par les élus de la République, elle commença à s'emporter, poussant à bout la logique de l'absurde. « Certaines personnes n'ont pas de toit, et sont toujours en attente de logements. Il faut bien faire de la place », finira-t-elle par lâcher sèchement, avant de finalement tourner les talons.

Françoise, la mère de famille, a enfin pu descendre de chez elle. « Vont-ils revenir ? », a aussitôt demandé la quadragénaire qui a perdu « près de 10 kilos en un peu moins d'un an ». Elle a raison de s'inquiéter. Grâce à l'action des élus, sa fille pourra faire sa rentrée, certes, mais elle gardera toujours une boule au ventre. Le préfet, après être resté sourd durant des semaines aux courriers des élus, semble vouloir mettre un point d'honneur à exécuter cette expulsion. Arguant de « l'échec par deux fois du suivi social » de cette famille, ses services ont indiqué que son expulsion n'était que « reportée à une date ultérieure ». Ce faisant, il trahit l'engagement de son prédécesseur de ne pas expulser de familles au-delà du 30 août.

Quand l'austérité aggrave le sort des mal-logés

Le préfet a d'autres soucis que la scolarité des enfants pauvres. L'État peut être contraint de verser des indemnités aux bailleurs en cas de retard dans l'octroi du concours de la force publique. Des indemnités qui, dans ce dossier, « s'élèvent à 6025€ ». « Dès le début de l'année, les services de l'État avait signifié aux élus que les crédits prévus à cet effet allaient être réduits, dénoncent les communistes. On voit où cela conduit ! » Les expulsions ont explosé ces dernières années. « En Seine-Saint-Denis, il y a eu 6 900 expulsions en 2011, soit une augmentation de 76 % en deux ans, explique la maire-adjointe de Stains. Parmi celles-ci, 2 815 ont été menées avec octroi de la force publique. En 2007, il n'y en avait eu que 1797 ». Quant aux chiffres de l'année 2012, ils n'ont toujours pas été communiqués.

Face à cette folle mécanique, « il est urgent de changer la loi », plaide les élus communistes. Le projet de loi Duflot, examiné à compter du 10 septembre à l'Assemblée nationale, prévoit bien l'instauration d'une garantie universelle des loyers. Mais sa mise en œuvre n'interviendra, au mieux, qu'au 1er janvier 2016. « Il faut absolument faire voter un amendement à ce texte pour interdire ou surseoir les expulsions locatives, et renforcer sans attendre l'aide versée aux locataires en difficulté. Les fonds de solidarité logement, qui leur viennent en aide, sont épuisés de plus en plus tôt dans l'année », explique Karina Kellner. Comment justifier, aussi, que les allocations logements sont « suspendues dès le lancement d'une procédure d'impayés de loyers, aggravant encore la situation des locataires en difficulté ? » Et l'élue PCF d'appeler le législateur à prendre des mesures fortes pour mettre en place une véritable « sécurité sociale du logement ».

Ni dans 10 ni dans 15 ans, ça doit bouger maintenant !

C'est dans un contexte des plus inquiétants que les jeunes communistes font leur grande rentrée. Sur fond de chômage croissant, on nous annonce de nouvelles mesurées de charité telles que la garantie-jeunes, qui n'est rien d'autre qu'une dérogation au droit commun du travail et aux salaires et dont le montant s'élève à 483 euros, bien en-dessous du seuil de pauvreté... C'est cette précarité qui est la seconde cause de l'assèchement des caisses solidaires. Pas étonnant que le MEDEF se félicite de cette porte d'entrée vers la baisse de ce qu'il appelle « le coût du travail ». Une fois de plus, la question des milliards de cadeaux fiscaux ou d'exonérations faites aux entreprises est mise de côté. Le droit à la retraite ? L'espérance de vie en bonne santé ? Ça n'est qu'une question « d'hygiène et de mode de vie ». Peut-on nous répondre avec davantage de mépris, alors que les richesses produites n'ont jamais été aussi importantes et autant accaparées par quelques individus, alors que les plus grandes fortunes voient leurs revenus augmenter de 25% en un an ?

Les jeunes premières victimes de cette réforme des retraites

Michel Sapin, quand à lui, nous dit qu'il faudrait attendre 10 ou 15 ans pour voir une amélioration. Pourtant, le patronat a-t-il eu besoin d'attendre ses chèques en blanc ? 30 ans d'exonérations de milliards de cotisations patronales n'ont pas créé d'emplois, loin de là. Nous ne voulons plus de ce refrain fataliste, venant d'un gouvernement qui programme son impuissance à faire ce pourquoi il avait été élu ; et sa servitude à tout ce qu'exigent ces patrons-voyous. J.-M. Ayrault, s'est quant à lui empressé de préserver le patronat... de même que la précarité des jeunes et l'aggravation progressive de leur droit à la retraite, en annonçant hier que l'augmentation pourrait se faire à partir de 2020 ! Le fait de n'avoir ni emploi ni retraite sera-t-elle bientôt notre seule certitude ? Pas question !

L'avenir nous appartient!

Le MJCF est un outil de mobilisation et de rassemblement pour tous ceux qui ne veulent pas attendre une minute de plus pour s'engager sur la voie du progrès social : le CDI comme norme, la sécurisation des parcours de formation et de travail grâce à une mise en statut social, le droit à un vrai salaire, à une formation de qualité. N'en déplaise aux cupides et aux partisans du renoncement, nous nous saisissons de l'enjeu des retraites pour dire que c'est possible de vivre, d'étudier et de travailler autrement. Les richesses existent, et si on nous confisque encore davantage notre dû, nous allons le prendre!

Les jeunes communistes, renouvelant leur engagement au sein du collectif « retraites, une affaire de jeunes », ont déjà impulsé la création de collectifs locaux, et appellent les jeunes à se mobiliser massivement le 10 septembre, avant le rendez-vous de la Fête de l'Humanité où nous annonçons plus d'une dizaine de débats et d'initiatives avec les autres organisations syndicales, politiques, associatives, des chercheurs, des artistes... C'est au mot d'ordre de « La précarité, c'est pas un métier! » qu'on se mobilise sans attendre!

Nordine Idir, secrétaire général du MJCF

Action au MEDEF : Le gouvernement fait le sourd, les JC ont des mégaphones !



Les Jeunes et Étudiants Communistes des Yvelines ont assisté, de nouveau après 10 ans d'interruptions, à l'Université d'été du MEDEF qui a eu lieu sur le campus d'HEC à Jouy en Josas. Le credo de ce haut lieu de la pensée unique : « Crise, du danger à l'opportunité ».

Que l'on se rassure, nous n'avons pas été invités pour discuter de l'opportunité de sortir des recettes qui nous ont conduits à la crise. M. Gattaz, tout nouveau président de l'organisation patronale, ne cesse de répéter qu'il faut réformer, et nous le savons sincère dans sa volonté de mettre fin au système des cotisations sociale, ces richesses qui échappent aux possédants, et finance le système de retraites, entre autres. Mais rien de nouveau dans ces discours, son père les tenait déjà quand il était président du Conseil National de Patronat Français.

Avec le MJS78 et dans le cadre du collectif « La retraite, une affaire de jeunes » (qui regroupe 18 organisations de jeunes), nous avons déployé une banderole et distribué notre tract intitulé « Crise, du danger du MEDEF à l'opportunité de partager les richesses » ce vendredi 30 août, sous les yeux totalement surpris des participants et de l'important dispositif de sécurité.

Nous n'accepterons pas un nouveau recul de nos droits. Nous appelons les jeunes à se mobiliser pour nous faire entendre du MEDEF et du gouvernement, le mardi 10 septembre dans la rue, et le week-end du 13, 14 et 15 septembre à la Fête de l'Humanité !

Les jeunes communistes des Yvelines

Catherine Peyge maire (PCF) de Bobigny « Dignité, légalité, humanité pour les Roms »

« Le camp de Roms dit "des Coquetiers" à Bobigny est un symbole. Il développe à la fois compassion et répulsion. La description de ces deux sentiments pourrait nous occuper des heures durant, le phénomène n'est pas nouveau et a ses racines. En France, les mémoires historiques existent. S'il a fallu attendre 2011 pour que l'Allemagne reconnaisse la réalité de l'extermination des Roms, par exemple, en France, les tenants et aboutissants de cette déportation éradicatrice sont oubliés ou inconnus. Le camp de Montreuil-Bellay, le "Drancy des Roms", pour aller vite, a été nié très longtemps et nécessite encore des travaux de recherches. Bobigny n'attire pas les Roms, ne se réjouit pas d'avoir des camps de Roms sur son territoire. La boussole qui anime l'équipe municipale majoritaire dans ce domaine est la reconnaissance pleine et entière des lois et circulaires de la République française : scolarité obligatoire des enfants, droits des citoyens européens qui ont tous une nationalité, contact sérieux et coopération avec les pays d'origine, application de la circulaire du 26 août 2012, qui prévoit un travail en amont précis avec les populations expulsables. Notre pays n'a pas besoin de bouc émissaire, ni de catégorie humaine ayant pour fonction d'attiser les haines et les frayeurs, laissant les élus dits de proximité sous des pressions diverses et paralysantes. Le sort des Roms qui sont en France mérite que la communauté nationale applique les règles qu'elle a elle-même définies en toute dignité certes, mais avant tout dans le respect de la légalité. »

APRÈS L'HUMAIN D'ABORD !

A lire

L'Humanifeste du PCF "Il est grand temps de rallumer les étoiles"

Économie & Politique

"Changer l'utilisation de l'euro"



La voix, majoritaire, de la paix doit être entendue !

le 5 septembre 2013

Hier, se tenait le débat parlementaire relatif à la situation en Syrie. Les groupes politiques se sont succédé au pupitre pour exposer leurs points de vue.

Seuls ceux issus des rangs du PCF se sont clairement opposés à toute intervention militaire qui ne serait aucunement une solution pour le peuple syrien mais qui constituerait au contraire la pire des options.

Les deux orateurs André Chassaigne et Pierre Laurent ont condamné l'attitude du gouvernement mettant la politique extérieure de la France sous les ordres des États-Unis afin de répondre aux intérêts des grandes puissances impérialistes.

Ils ont été les seuls à démontrer que la guerre ne répondeait aucunement à la situation de guerre civile qui se déroule dans le pays et qu'ajouter du sang au sang ne serait d'aucune utilité.

Le Mouvement des Jeunes Communistes de France dénonce fermement toutes les forces politiques qui s'inscrivent dans des logiques guerrières. En lien avec la crise du capitalisme les conflits et les interventions armées se sont succédé au Moyen-Orient, les grandes puissances tentent de se partager ce territoire éminemment géostratégique. Non content d'ignorer la légalité internationale, le gouvernement craint un vote au Parlement qui pourrait lui être défavorable.

Les issues des précédentes interventions montrent les impasses de solutions militaires. L'intérêt du peuple syrien doit primer sur toute autre considération, lui qui paie déjà trop chèrement le prix de l'affrontement entre un régime sanguinaire et des extrémistes liées à des puissances réactionnaires. L'arrêt des armes doit être imposé pour faire place au dialogue afin de trouver une issue pacifique et politique au conflit.

Nous appelons les jeunes et les citoyens de France à faire respecter la voix majoritaire du refus de la guerre et à se mobiliser pour exiger du gouvernement:

- le refus de toute intervention armée
- la fin de toutes les exportations d'armes vers le pays
- le respect de la souveraineté du peuple syrien et l'organisation d'une conférence internationale faisant place à toutes les forces politiques syriennes pour trouver une issue conforme aux souhaits de son peuple

LETTRE OUVERTE DES DEPUTES FRONT DE GAUCHE AUX CONGRESSISTES ETASUNIENS

Chers amis, Chers collègues,

Dans un Moyen-Orient poudrière, où les intérêts en présence dépassent largement les seuls enjeux intérieurs syriens, le déclenchement d'une intervention militaire telle qu'envisagée par les États-Unis d'Amérique présente un risque d'embrassement sans précédent. D'un Liban morcelé à un conflit israélo-palestinien non résolu, d'un Iran facteur d'instabilité à l'activisme des monarchies absolutistes du Golfe, les dangers d'une guerre généralisée sont d'autant plus forts que les contours et les buts de cette intervention restent flous. Il s'agirait d'une opération qui s'inscrirait clairement en dehors de toute légalité internationale.

Nous souhaitons vous faire part de notre opposition à cette intervention militaire en Syrie et notre attachement à ce que l'ONU poursuive et amplifie ses efforts pour une paix juste. Tout acte unilatéral porterait irrémédiablement un coup fatal à ce processus, comme l'a justement rappelé son secrétaire général Ban Ki-moon.

Sortir le peuple syrien de l'enfer de la guerre civile marquée par près de 100000 morts, nous partageons tous cette urgence humaine. Pour autant une intervention militaire ne ferait qu'éloigner cet horizon, en accentuant les affrontements et le chaos.

Le peuple syrien, les civils, hommes, femmes, enfants, seraient les grands perdants, car une intervention militaire ne permettra, en rien, de renverser le régime despotique de Bachar el-Assad.

En rien elle ne fera progresser l'indispensable transition démocratique dans ce pays.

Seule une solution politique, forgée dans de nouvelles négociations entre les parties dans le cadre de l'ONU, peut ouvrir la porte à un apaisement du conflit. C'est d'ailleurs la position de nombreux pays membres de l'alliance atlantique qui ont signifié ces derniers jours leur refus d'intervenir en Syrie.

Depuis plusieurs années, dans l'ensemble du monde arabe, les peuples se sont soulevés avec en commun une même soif de justice, de liberté. Cependant, ce bel et fragile espoir démocratique demeure sous la menace des forces obscurantistes.

Ce risque existe hélas aussi en Syrie. Les précédentes ingérences dans le monde oriental n'ont-elles pas montré qu'elles conduisent à conforter les pires extrémismes, plutôt qu'à enraciner la démocratie et le développement ?

Chers collègues, vous aurez l'opportunité dans quelques jours, à l'initiative du Président Barack Obama, de vous prononcer sur le bien fondé d'une intervention militaire en Syrie, à l'instar du vote devant la chambre des communes au Royaume-Uni.

En France, aussi regrettable que ce soit, notre Parlement ne sera pas associé à ce choix fondamental.

Dans cette situation, qui fait exception au sein des grandes démocraties, nos regards se tournent vers vous. Nous comptons sur votre choix éclairé. Évitez au monde de plonger dans un engrenage guerrier dont nul ne connaît l'issue.

Gardons-nous de rallumer l'idée funeste du « choc des civilisations ».

Parce qu'il existe entre nos deux peuples, malgré nos différends, une longue amitié ouverte en 1778, nous espérons que notre voix en faveur de la paix pourra trouver Outre-Atlantique l'écoute dont elle est privée en France.

Avec notre entière considération et nos salutations distinguées.

François ASENSI - Alain BOCQUET - Marie-George BUFFET - Jean-Jacques CANDELIER - Patrice CARVALHO - Gaby CHARROUX - André CHASSAIGNE - Marc DOLEZ - Jacqueline FRAYSSE - Nicolas SANSU

L'HUMANITÉ
DIMANCHE



Les mises en garde
au gouvernement
de **THIERRY LEPAON**,
responsable de la CGT
PAGE 22

N° 377 - DU 5 AU 18 SEPTEMBRE 2013

SYRIE

**LES CONSÉQUENCES
D'UNE INTERVENTION**

**ANALYSES
ET POINTS DE VUE :**

JUAN RAMON QUINTANA
Premier ministre bolivien
GEORGES CORM
Spécialiste du monde arabe
ANDRÉ CHASSAIGNE
Président du groupe Gauche
démocrate et républicaine
à l'Assemblée nationale
...Lire notre éditorial PAGE 4

Le programme
complet de la
**FÊTE DE
L'HUMANITÉ**
Du 13 au 15 septembre

N° 377 - du 5 au 18 septembre 2013

M 04837 - 377 - F: 3,80 €



Le Parti Communiste Syrien appelle à renforcer la résistance nationale contre l'offensive impérialiste

Communiqué du Parti Communiste Syrien

Traduction JC pour <http://solidarite-internationale-pcf.over-blog.net/>

Peuple syrien, frères et sœurs!

Le Parti Communiste Syrien s'adresse à vous, en ces jours difficiles, pour vous appeler à serrer les rangs et à faire tous les efforts nécessaires pour lutter contre cette agression coloniale brutale. L'impérialisme mondial et de son fer de lance américain n'est pas parvenu à faire main basse sur la Syrie par la voie de l'embargo, le soutien apporté à des opérations criminelles et subversives de bandes terroristes qui ont commis des actes atroces, y compris des massacres horribles, sur une base communautaire et ethnique. Ces groupes sabotent et détruisent l'infrastructure économique du pays, tout en imposant des lois obscurantistes étrangères aux dispositions du peuple syrien, qui se distingue, lui, par son ouverture d'esprit et sa tolérance. Nous pensons que l'impérialisme américain est prêt à diriger une agression militaire, avec ses alliés, sous prétexte d'actions réalisées par ses agents et supervisées par ses organes.

Oui, il apparaît clair que l'impérialisme américain appuie son agression sur de fausses accusations visant à justifier son action. Cette puissance brutale nous accuse de crimes qui ont été commis par elle dans le monde entier sous la bannière hypocrite de la « défense du monde libre et de la démocratie ». Le recours à des armes bactériologiques et chimiques par les forces américaines dans la guerre contre la Corée, au milieu du siècle dernier, et le recours aux mêmes armes dans la guerre contre le mouvement de libération du peuple du Vietnam, dont l'agent « Orange B » qui fait que des femmes au Vietnam donnent encore naissance à des enfants mal-formés près de 40 ans après la fin de cette guerre où l'impérialisme a été battu et humilié. La machine de guerre américaine a utilisé de l'uranium enrichi dans la guerre contre nos frères d'Irak mais cela ne les a pas aidé à mettre en place leur occupation et les envahisseurs américains ont quitté la terre de la fière Irak comme les rats quittant le navire.

Tous les crimes commis par l'impérialisme américain, pendant tant de décennies, rendraient nécessaire la poursuite de ses dirigeants, y compris les présidents, devant un tribunal de guerre international, semblable à la cour qui a jugé les responsables de l'Allemagne d'Hitler. Les leaders impérialistes et sionistes, tout comme les nazis, subiront le même sort, grâce à la lutte de libération des peuples du monde entier.

Le courageux peuple syrien, avec son armée, persévère dans sa résistance patriotique héroïque depuis plus de deux ans, face à la guerre non-déclarée lancée contre la Syrie. Il va s'opposer, avec encore plus de force, de résolution à cette agression militaire patente. Il va s'inspirer des exemples héroïques, des bâtisseurs d'Hattin [NdT : victoire de Saladin en 1187 contre les croisés, conduisant à la libération de Jérusalem] aux martyrs de Maysaloun [NdT : bataille perdue par les nationalistes syriens contre le colonisateur français en 1920], ou encore aux héros de la Grande révolte syrienne de 1925.

La défense du régime national syrien, qui ne baisse pas la tête contre toutes les formes d'agression, refusant l'humiliation et la soumission, c'est défendre le pays, sa souveraineté et son indépendance.

Dans ces circonstances difficiles, pour notre pays comme pour notre peuple, tous les efforts doivent être réalisés pour renforcer tous les fronts : politique, militaire et économique. Le peuple syrien n'est pas seul dans la bataille, il bénéficie du soutien de tous les peuples libres du monde.

Que la honte et le discrédit retombent sur l'impérialisme et ses agents !

Gloire à la noble résistance patriotique !

La Syrie ne pliera pas !

Retraites/Medef : Les larmes de crocodiles du Medef n'ont que trop coulé (PCF)

Vendredi 30 Août 2013

Olivier Dartigolles, porte-parole du PCF

A l'université d'été du MEDEF, son nouveau président en a fait des tonnes. Mauvais comédien, Pierre Gattaz aimerait faire croire qu'il a été lésé dans la négociation sur les retraites. C'est tout le contraire ! Le patronat sort grand gagnant de cette pseudo consultation où les cartes ont été biseautées avec le transfert annoncé par le gouvernement des cotisations familiales payées par les entreprises (34 milliards d'euros) vers les ménages.

Le moins du monde rassasié par ce formidable cadeau fait par le gouvernement sur le dos des familles, voilà qu'il réclame la fin de l'ISF et l'abandon de la taxe à 75%. Plus le MEDEF obtient, plus il en demande. Pour preuve, 200 milliards d'aides publiques sont distribués chaque année aux entreprises, soit l'équivalent de la richesse produite par l'industrie. En 2012, les liquidités détenues par les groupes du CAC 40 ont atteint un nouveau record à 161 milliards d'euros. Les charges financières payées aux banques et les dividendes versés aux actionnaires s'élevaient à 309 milliards, contre 147 milliards de cotisations sociales. Le gouvernement doit arrêter de trembler devant les rodomontades patronales. Ces fausses colères surjouées n'ont qu'un but : faire oublier les formidables gains amassés par les grands patrons sous la forme d'aides fiscales, de crédits d'impôt et d'exonérations. Les larmes de crocodiles du Medef n'ont que trop coulé.

L'Humanité et l'Humanité Dimanche sont en grand danger.

Dès maintenant, faites un don en ligne.



<https://www.donspep.caissedesdepots.fr/?journal=huma>